

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

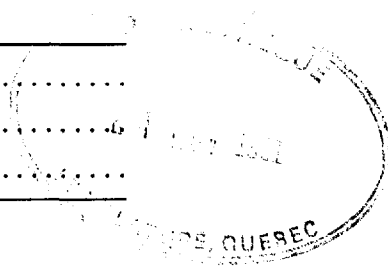
Projet de loi n° 25

Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. YVES DUHAIME

Ministre de l'Énergie et des Ressources

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 1

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi, donnant suite au Discours sur le budget du 10 mars 1981, a pour objet de modifier la Loi sur le régime des eaux.

Les modifications ont pour effet de remplacer l'unique versement annuel des redevances ou contributions payables par un mode de versements mensuels harmonisé aux modalités de paiements de certains impôts, dont l'impôt sur le revenu.

Le projet prévoit également que des intérêts et pénalités seront exigibles sur les versements insuffisants et les soldes de redevances ou contributions.

Projet de loi n° 25

Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., chapitre R-13) est modifiée par le remplacement de l'article 69 par le suivant:

«**69.** Tout propriétaire de forces hydrauliques situées au Québec doit payer au ministre de l'Énergie et des Ressources par mille kilowatts-heures d'électricité générée et utilisée à ses propres fins au cours de l'année et provenant de ces forces hydrauliques une contribution d'un montant égal à la redevance additionnelle visée à l'article 68.».

2. Cette loi est modifiée par le remplacement de l'article 69.1 par le suivant:

«**69.1** Toute personne autre que le propriétaire qui utilise de l'électricité provenant de forces hydrauliques visées à l'article 69 doit payer au ministre de l'Énergie et des Ressources par mille kilowatts-heures d'électricité utilisée une contribution d'un montant égal à la redevance additionnelle visée à l'article 68.

Le propriétaire des forces hydrauliques doit percevoir cette redevance ou contribution de la personne visée au premier alinéa, comme mandataire du ministre de l'Énergie et des Ressources.».

3. Cette loi est modifiée par le remplacement de l'article 69.3 par les suivants:

«**69.3** Toute personne assujettie à la présente section doit, pour chaque année, payer au ministre de l'Énergie et des Ressources les montants suivants:

1° au plus tard le dernier jour de chacun des mois de l'année, un montant égal à un douzième de la redevance ou contribution payable pour l'année précédente ou de la redevance ou contribution estimée pour l'année; ou

2° au plus tard le dernier jour de chacun des deux premiers mois de l'année, un montant égal à un douzième de la redevance ou contribution payable pour l'année antérieure à l'année précédant celle pour laquelle les versements sont calculés et, au plus tard le dernier jour de chacun des dix mois suivants, un montant égal à un dixième de l'excédent de la redevance ou contribution payable pour l'année précédente sur le total des montants calculés pour les deux premiers mois.

Au plus tard le dernier jour de la période se terminant deux mois après la fin de l'année, elle doit payer le solde de la redevance ou contribution payable pour cette année.

«**69.4** Lorsque la somme versée par une personne assujettie à la présente section, à titre de redevance ou contribution payable pour une année, avant l'expiration du délai accordé pour produire le rapport est inférieure au montant de la redevance ou contribution payable pour cette année, la personne tenue d'acquitter la redevance ou contribution doit payer un intérêt au taux fixé en vertu de l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) sur la différence entre ces deux montants, pour la période s'étendant de la date de l'expiration du délai accordé pour produire le rapport jusqu'au jour du paiement; si aucun montant n'a été versé par la personne, cet intérêt est exigible, pour la même période, sur le montant total de la redevance ou contribution payable pour cette année.

«**69.5** En plus de l'intérêt payable en vertu de l'article 69.4, la personne tenue de faire un versement en vertu de l'article 69.3 doit payer un intérêt, sur tout versement ou partie de versement qu'elle n'a pas fait, au taux fixé en vertu de l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu, pour la période s'étendant de la date de l'expiration du délai accordé pour faire le versement jusqu'au jour du versement ou jusqu'à la date de l'expiration du délai accordé pour produire le rapport, suivant le jour qui survient le premier.

Aux fins du présent article, une personne requise de faire un versement en vertu de l'article 69.3 est réputée avoir été redevable de versements basés sur celle des méthodes visées aux paragraphes 1° et 2° de l'article 69.3 qui donne le montant le plus bas devant être payé au plus tard aux dates visées auxdits paragraphes, en se fondant sur:

1° sa redevance ou contribution payable pour l'année ou pour l'année précédente; ou

2° sa redevance ou contribution payable pour l'année antérieure à l'année précédant celle pour laquelle les versements sont calculés et sa redevance ou contribution payable pour l'année précédant celle pour laquelle les versements sont calculés.

«**69.6** Toute personne tenue de faire un versement en vertu de l'article 69.3 doit, en outre de l'intérêt payable en vertu des articles 69.4 et 69.5, payer un intérêt additionnel au taux de 5% l'an sur tout versement ou partie de versement qu'elle n'a pas fait pour la période pour laquelle un intérêt est payable en vertu de l'article 69.5.».

4. L'article 70 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**70.** Le solde desdites contributions et redevances doit être accompagné d'un rapport sous serment du gérant général, du secrétaire ou du trésorier du débiteur qui les verse, ou de ce dernier, établissant le total des kilowatts-heures d'électricité générée durant l'année dans ses usines situées au Québec.».

5. Toute personne visée à l'article 69.3 de la Loi sur le régime des eaux doit payer au ministre de l'Énergie et des Ressources pour l'année 1981 les montants suivants:

1° au plus tard le dernier jour de chacun des mois commençant après le 31 mars, un montant égal à un neuvième de la redevance ou contribution payable pour l'année précédente ou de la redevance ou contribution estimée pour l'année; et

2° au plus tard le dernier jour de la période se terminant deux mois après la fin de l'année, le solde de la redevance ou contribution payable pour cette année.

6. La présente loi a effet depuis le 1^{er} avril 1981, à l'exception de l'article 69.3 de la Loi sur le régime des eaux, édicté par l'article 3 de la présente loi, lequel a effet depuis le 1^{er} janvier 1982.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.